MARTINIQUE

LE G.R.S. ET LES SÉNATORIALES

Nous avons eu l'occasion de dénoncer dans un article précédent cette véritable foire d'empoigne que constituent les élections sénatoriales. Plus encore que les autres types d'élections (législatives, municipales ou cantonales) elles ont un caractère foncièrement antidémocratique, puisque n'y participent que les "grands électeurs" : conseillers généraux, maires et conseillers municipaux. Le nombre limité de ces électeurs, leur appartenance à des équipes municipales ayant une couleur politique déterminée, font qu'en principe les résultats sont peu ou prou connus d'avance, et que ce n'est que par de sordides tractations que l'un ou l'autre candidat peut attirer dans son camp les partisans de l'adversaire.

Dans ces conditions, on ne peut qu'être perplexe sur la signification de la participation du GRS, en Martinique, en la personne de Delépine, à ces élections sénatoriales. En effet, les révolutionnaires participent en principe aux élections avec cet objectif essentiel: saisir une occasion de faire progresser la prise de conscience de la classe ouvrière en profitant de l'agitation politique, de la plus grande réceptivité des travailleurs aux problèmes politiques en une telle période ; secondairement, s'il advenait qu'un révolutionnaire soit élu, utiliser cette position comme tribune pour

défendre les idées révolutionnaires, notamment en dénonçant de l'intérieur la duperie que constituent les institutions politiques bourgeoises (parlement, etc.) et en appelant les travailleurs à passer par d'autres voies.

Sur ce deuxième point, le GRS n'a aucune chance, non seulement d'être élu, mais peut-être même d'avoir d'autres voix que les siennes propres. Alors, s'agit-il de mener campagne devant les "masses" ? Espère-t-on convertir à l'action révolutionnaire les maires, conseillers municipaux ou généraux pour la majorité desquels les combines électorales constituent presque un mode d'existence ?

La principale raison invoquée est celle de la nécessité d'une candidature "indépendantiste", et le GRS de regretter qu'une candidature commune sur cette position n'ait pu se réaliser (avec Marie-Jeanne ?). Il semblerait que, depuis quelque temps, "l'indépendantisme" soit le point de référence du GRS.

En tous cas, la politique électorale du GRS ne laisse pas de surprendre : soit ils ne "participent" pas assez, en cherchant à s'effacer derrière des regroupements "de gauche" (soutien à Césaire en 73, à Barfleur et autres Tacita aux municipales), soit ils participent trop, en allant à des sénatoriales qui ne concernent en rien les travailleurs.

GUADELOUPE

LES SÉNATORIALES: UNE AFFAIRE SORDIDE

Le leader de la délégation communiste à l'assemblée nationale, Ballanger, a interpellé Stirn, suite à un télégramme du sénateur sortant, Gargar, faisant état de "fortes pressions, interventions directes et mises en condition vénales exercées sur les délégués sénatoriaux par l'administration préfectorale(...)"

Aurousseau, déjà mis en cause lors des élections cantonales, se serait défendu en affirmant qu'il ne voulait pas se mêler à cette polémique ... Le moins que l'on puisse dire, c'est que de tels marchandages ne seraient pas pour surprendre, et qu'ils sont presque de règle dans ce type d'élections. Les "grands électeurs" n'étant pas nombreux, il est plus que tentant de forcer la chance en soudoyant les quelques personnes qui suffiraient à faire basculer l'avantage de son côté. Et les divers retournements de veste (Ch. Gabriel, "socialiste", candidat de la Majorité), ne sont pas là pour rassurer quant à la probité politique de bien des protagonistes de ces élections.

En tous cas, Aurousseau aura beau dire et faire, rien désormais ne pourra empêcher une fraction grandissante de la population de penser, avec raison, que les sénatoriales ne sont que l'occasion de sordides tractations où l'administration coloniale tient bonne place.

GUADELOUPE

Le S.G.E.G. contre la lutte quand cela dessert ses intérêts de boutique

Le jeudi 22 septembre se tenait une réunion entre l'intersyndicale (S.G.E.G. SNETP-CGT, SIPAG, SNC) d'une part et les syndicats SNES et SNI d'autre part.

Il s'agissait de tenter d'arriver à une action commune de tous les syndicats enseignants contre la politique actuelle du recteur Doumerge.

Mais, les représentants de l'intersyndicale refusèrent catégoriquement toute unité d'action avec les autres syndicats.

Cette position n'est pas étonnante quand on sait que cette intersyndicale est, en fait, dirigée par le S.G.E.G. (syndicat lui-même dirigé par les militants politiques issus du GONG) qui ont comme seul objectif la défense de leur propre boutique syndicale, et à plus long terme des objectifs politiques bien précis qu'ils cachent à l'ensemble des enseignants.

Evidemment la proposition de grève et la poursuite de l'action ne pouvaient qu'embarrasser le S.G.E.G. qui multiplie les déclarations rassurantes et les bulletins d'auto-satisfaction pressé d'en terminer avec ce premier mouvement de la rentrée, en donnant l'impression qu'il a remporté une victoire. La victoire ? ... les quelques promesses de Doumerge, voilà à quoi se raccroche le S.G.E.G. En réalité tous les problèmes demeurent.

Poursuivre l'action maintenant serait évidemment pour le S.G.E.G. perdre le bénéfice de cette soi-disant victoire qu'il veut à tout prix s'octroyer à coups de communiqués et de tracts forcés.

Les ex-militants du GONG toujours aussi bornés et sectaires préfèrent donc s'opposer à l'action des directions du SNES et du SNI entraînant dans leur sillage SIPAG, SNC et SNETP-CGT.

Iront-ils jusqu'à appeler à ne pas faire grève comme ils ont l'habitude de le faire ? En tout cas leur attitude ne peut aboutir qu'à démobiliser une fraction des enseignants.

Ainsi la direction du S.G.E.G. ne fait que renouer avec les vieilles pratiques bureaucratiques et sectaires qu'ils critiquent chez les autres syndicats.

Qu'y a-t-il de "type nouveau" dans tout cela ?

Pendant cet hivernage, les travailleurs agricoles de la région de Sainte-Rose travaillent à l'arrachage des herbes-guinées dans les champs.

Mais, pour un travail de 6 heures à 12 heures ils ne gagnent que 3/4 de "journal" (tâche), c'est-à-dire 47,46 F.

Pour deux fois plus de temps passé dans les champs, ils gagnent moins que pour une tâche de coupe pendant la

Que se passe-t-il en Dominique ?

Depuis plusieurs mois, il existe en Dominique une agitation sociale grandissante. Ces derniers jours, la situation s'est aggravée avec en particulier la grève des fonctionnaires.

En dépit de ces faits graves il ne filtre pas une seule information sur la situation à la Dominique, ni à FR3, ni dans la presse locale.

Ainsi, même si dans la population dominicaine son impopularité augmente, Patrick John a au moins un sujet de satisfaction : l'administration coloniale française elle, veille soigneusement sur ses intérêts.

SAINTE-ROSE:

LES TRAVAILLEURS AGRICOLES ARRACHENT LES HERBES POUR DES SALAIRES DE MISÈRE.

récolte. On se moque d'eux.

A l'heure où les capitalistes commencent à toucher les gros profits tirés de la vente du rhum et du sucre, eux on les affame presque.

Comme ils savent le faire pendant la récolte, les travailleurs agricoles devront encore se battre pour réclamer une importante augmentation de salaire pour ce travail harassant.